

426159-2026 - Competition

Belgium – Window-cleaning services – Nettoyage des vitres et des châssis

OJ S 118/2026 22/06/2026

Contract or concession notice – standard regime

Services

1. Buyer

1.1. Buyer

Official name: CHR Verviers

Email: charline.fraiture@chrverviers.be

Legal type of the buyer: Public undertaking

Activity of the contracting authority: Health

2. Procedure

2.1. Procedure

Title: Nettoyage des vitres et des châssis

Description: Nettoyage des vitres et des châssis

Procedure identifier: 84f5603f-274c-4ef6-a9f5-f7ed0cbd34d6

Internal identifier: PPP0WN-601/6185/PO/CHRV2026/VITRES/094

Type of procedure: Open

The procedure is accelerated: no

2.1.1. Purpose

Main nature of the contract: Services

Main classification (cpv): 90911300 Window-cleaning services

2.1.2. Place of performance

Country subdivision (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)

Country: Belgium

2.1.2. Place of performance

Country subdivision (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)

Country: Belgium

2.1.4. General information

Legal basis:

Directive 2014/24/EU

2.1.6. Grounds for exclusion

Sources of grounds for exclusion: Procurement Document

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Title: Nettoyage des vitres et des châssis

Description: Nettoyage des vitres et des châssis

Internal identifier: PO/CHRV2026/VITRES/094_1

5.1.1. Purpose

Main nature of the contract: Services

Main classification (cpv): 90911300 Window-cleaning services

5.1.2. Place of performance

Country subdivision (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)

Country: Belgium

5.1.3. Estimated duration

Duration: 48 Months

5.1.6. General information

Reserved participation:

Participation is not reserved.

The names and professional qualifications of the staff assigned to perform the contract must be given: Not required

Procurement Project not financed with EU Funds.

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement (GPA): yes

5.1.9. Selection criteria

Sources of selection criteria: Notice

Criterion: Specific yearly turnover

Description of selection criterion: La capacité financière et économique du soumissionnaire est établie par une déclaration concernant le chiffre d'affaires annuel spécifique à l'objet du marché (à savoir le lavage des vitres et des châssis) au cours des trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création ou du début d'activités du soumissionnaire.

Niveau(x) minimal(aux): Minimum exigé pour être sélectionné : Chaque chiffre d'affaires annuel spécifique à l'objet du marché du soumissionnaire au cours des trois dernières années ne pourra être inférieur au 150% du montant total annuel de l'offre du soumissionnaire HTVA. Le soumissionnaire remplira, à cette fin, les parties intitulées « Chiffre d'affaires annuel spécifique » de la section B du DUME.

Criterion: References on specified services

Description of selection criterion: La capacité technique et professionnelle du soumissionnaire est établie par une liste de ses principaux services similaires (lavage des vitres et des châssis) effectuées au cours des trois dernières années pour des clients européens, indiquant le montant, la date (préciser date de début et de fin) et le destinataire public ou privé. Niveau(x) minimal(aux): Minimum exigé pour être sélectionné : Les montants totaux annuels des principaux services devront atteindre au minimum 50% du montant annuel de l'offre. Pour le calcul du délai de trois ans précités, la date à prendre en considération est celle de la date ultime du dépôt des offres. Le calcul se fait de date à date. Les références (destinataires) peuvent être identiques d'une année à l'autre. Le soumissionnaire remplira, à cette fin, les parties intitulées « Pour les marchés de services : exécution des services du type spécifié » de la section C du DUME.

Criterion: Other economic or financial requirements

Description of selection criterion: * 2.12.6 Situation juridique du soumissionnaire (motifs d'exclusion) 2.11.6.1 Les motifs d'exclusion La Partie III du DUME a trait aux motifs d'exclusion. Les motifs d'exclusion repris aux sections A, B et C de cette partie sont repris, mutatis mutandis, aux articles 67 à 69 de la Loi du 17 juin 2016 et plus amplement détaillés aux articles 61 à 64 de l'AR du 18 avril 2017. Ces motifs d'exclusion sont repris ci-dessous. Le

pouvoir adjudicateur vérifiera lui-même les éléments qu'il est à même de vérifier sur des bases de données auxquelles il a accès. Le soumissionnaire s'engage à fournir les autres documents dès que le pouvoir adjudicateur lui en fera la demande.

1) Section A : motifs liés à des condamnations pénales Ces motifs sont les suivants : • Participation à une organisation criminelle ; • Corruption ; • Fraude ; • Infractions terroristes, infractions liées aux activités terroristes ou incitation à commettre une telle infraction, complicité ou tentative d'une telle infraction ; • Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme ; • Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains ; • Occupation de ressortissants de pays tiers en séjour illégal. Pour l'adjudicataire pressenti, l'absence de motifs d'exclusion à cet égard sera prouvée, à la demande du pouvoir adjudicateur, par la communication d'un extrait de casier judiciaire du soumissionnaire ainsi que des membres de l'organe administratif, de gestion ou de surveillance dudit soumissionnaire ou des membres qui détiennent un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle en son sein (art. 72, §2, 1° de l'AR du 18 avril 2017).

2) Section B : motifs liés au paiement d'impôts et taxes ou de cotisations de sécurité sociale Le pouvoir adjudicateur vérifiera lui-même par voie électronique si le soumissionnaire est en règle avec ses obligations sociales et fiscales via l'application Digiflow/télémarc ou via d'autres applications électroniques équivalentes et accessibles gratuitement dans d'autres Etats membres (art. 62, §2 de l'AR du 18 avril 2017). A la demande du pouvoir adjudicateur, le soumissionnaire employant du personnel relevant d'un autre Etat membre de l'Union européenne joint à son offre une attestation délivrée par l'autorité compétente étrangère certifiant qu'il est en règle à cette date avec ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale selon les dispositions légales du pays où il est établi (art. 62, §3, al. 3 de l'AR du 18 avril 2017). Si le soumissionnaire relève d'un autre Etat membre de l'Union européenne, il fournira, à la demande du pouvoir adjudicateur, l'attestation de l'autorité compétente en matière fiscale qui justifie qu'il satisfait ses obligations fiscales (art. 63, §3, al. 2 de l'AR du 18 avril 2017).

3) Section C : motifs liés à l'insolvabilité, aux conflits d'intérêts ou à une faute professionnelle Ces motifs sont les suivants : • Le soumissionnaire a manqué à ses obligations dans les domaines du droit environnemental, social et du travail (telles que visées à l'art. 7 de la Loi du 17 juin 2016) ; • Le soumissionnaire se trouve dans une situation de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire ou a fait l'aveu de sa faillite ou fait l'objet d'une procédure de liquidation ou de réorganisation judiciaire, ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales ; • Le soumissionnaire a commis une faute professionnelle qui remet en cause son intégrité ; • Le soumissionnaire a commis des actes, conclu des conventions ou procédé à des ententes en vue de fausser la concurrence au sens de l'article 5, alinéa 2 de la Loi du 17 juin 2016 ; • Le soumissionnaire a connaissance d'un conflit d'intérêt, au sens de l'article 6 de la Loi du 17 juin 2016, créé par sa participation à la procédure de passation de marché auquel il ne pourrait être remédié par d'autres mesures moins intrusives ; • Le soumissionnaire a été conseillé par le pouvoir adjudicateur ou a été associé à la préparation de la procédure de passation du marché, visée à l'article 52 de la Loi du 17 juin 2016, et il n'est pas possible de remédier à la distorsion de la concurrence qui en résulte par d'autres mesures moins intrusives ; • Des défaillances importantes ou persistantes du soumissionnaire ont été constatées lors de l'exécution d'une obligation essentielle qui lui incombait dans le cadre d'un marché public antérieur, d'un marché antérieur passé avec un adjudicateur ou d'une concession antérieure, et ces défaillances ont donné lieu à des mesures d'office, des dommages et intérêts ou à une autre sanction comparable ; • Le soumissionnaire s'est rendu gravement coupable de fausse déclaration en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou la satisfaction des critères de sélection, a caché ces informations ou n'est pas en mesure de présenter les documents justificatifs requis ; • Le soumissionnaire a entrepris d'influer indûment sur le processus

décisionnel du pouvoir adjudicateur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de lui donner un avantage indu lors de la procédure de passation, ou a fourni par négligence des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution. 2.11.6.1 Prévention des conflits d'intérêts au stade de l'offre Dans le cadre de la lutte contre les conflits d'intérêts, en particulier afin d'éviter le mécanisme du tourniquet (« revolving doors »), tel que défini dans la loi du 8 mai 2007 portant assentiment à la Convention des Nations unies contre la corruption, faite à New York le 31 octobre 2003, le soumissionnaire s'abstient de faire appel à un ou plusieurs anciens collaborateurs internes du pouvoir adjudicateur, dans les deux ans qui suivent son/leur démission, départ

5.1.10. Award criteria

Criterion:

Type: Cost

Description: Prix

Category of award weight criterion: Weight (points, exact)

Award criterion number: 100

5.1.11. Procurement documents

Address of the procurement documents: <https://cloud.3p.eu/Downloads/1/601/WN/2026>

5.1.12. Terms of procurement

Terms of submission:

Electronic submission: Required

Address for submission: <https://www.publicprocurement.be>

Languages in which tenders or requests to participate may be submitted: French

Electronic catalogue: Not allowed

Variants: Not allowed

Deadline for receipt of tenders: 23/07/2026 10:00:00 (UTC+02:00) Eastern European Time, Central European Summer Time

Duration during which the tender must remain valid: 120 Days

Information about public opening:

Opening date: 23/07/2026 10:00:00 (UTC+02:00) Eastern European Time, Central European Summer Time

Place: CHR de Verviers, Service Achats, Route 191, Rue du Parc 29, 4800 Verviers

Terms of contract:

The execution of the contract must be performed within the framework of sheltered employment programmes: No

Electronic invoicing: Required

Electronic ordering will be used: no

Electronic payment will be used: no

5.1.15. Techniques

Framework agreement:

No framework agreement

Information about the dynamic purchasing system:

No dynamic purchase system

5.1.16. Further information, mediation and review

Mediation organisation: Tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Liège, section Verviers

Review organisation: CONSEIL D'ETAT

Information about review deadlines: Organisation fournissant les informations sur les recours et les délais : CONSEIL D'ETAT

Organisation providing additional information about the procurement procedure: CHR Verviers

Organisation providing more information on the review procedures: CONSEIL D'ETAT

Organisation receiving requests to participate: CHR Verviers

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Official name: CHR Verviers

Registration number: BE0250.893.369

Postal address: Rue du Parc, 29

Town: VERVIERS

Postcode: 4800

Country subdivision (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)

Country: Belgium

Contact point: Charline Fraiture

Email: charline.fraiture@chrverviers.be

Telephone: +32 87219849

Internet address: <http://www.chrverviers.be/>

Roles of this organisation:

Buyer

Organisation providing additional information about the procurement procedure

Organisation receiving requests to participate

8.1. ORG-0002

Official name: Tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Liège, section Verviers

Registration number: BE 0308.357.753

Postal address: Rue du Tribunal 4

Town: Verviers

Postcode: 4800

Country subdivision (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)

Country: Belgium

Email: civil.tpi.verviers@just.fgov.be

Telephone: +32 87323610

Internet address: <https://www.rechtbanken-tribunaux.be/fr/tribunal-de-premiere-instance-de-liège-division-verviers>

Roles of this organisation:

Mediation organisation

8.1. ORG-0003

Official name: CONSEIL D'ETAT

Registration number: BE 0931.814.266

Postal address: Rue de la Science 33

Town: Bruxelles

Postcode: 1040

Country subdivision (NUTS): Arr. de Bruxelles-Capitale/Arr. Brussel-Hoofdstad (BE100)

Country: Belgium

Email: info@conseildetat.be

Telephone: +32 22349611

Internet address: <http://conseildetat.be/?page=e-procedure&lang=fr>

Roles of this organisation:

Review organisation

Organisation providing more information on the review procedures

8.1. ORG-0004

Official name: 3P - Aanbieder van diensten / Prestataire de services

Registration number: BE 0475.480.736

Town: Antwerpen / Anvers

Postcode: 2000

Country subdivision (NUTS): Arr. Antwerpen (BE211)

Country: Belgium

Email: info@3p.eu

Telephone: +32 3 294 30 51

Roles of this organisation:

Procurement service provider

8.1. ORG-0005

Official name: FPS Policy and Support

Registration number: BE 0671.516.647

Town: Brussels

Postcode: 1000

Country subdivision (NUTS): Arr. de Bruxelles-Capitale/Arr. Brussel-Hoofdstad (BE100)

Country: Belgium

Email: e.proc@publicprocurement.be

Telephone: +32 2 740 80 00

Roles of this organisation:

TED eSender

Notice information

Notice identifier/version: d4cbd1af-bad1-4438-8a75-4a1a66d65e8d - 01

Form type: Competition

Notice type: Contract or concession notice – standard regime

Notice subtype: 16

Notice dispatch date: 18/06/2026 00:00:00 (UTC+02:00) Eastern European Time, Central European Summer Time

Notice dispatch date (eSender): 18/06/2026 00:00:00 (UTC+02:00) Eastern European Time, Central European Summer Time

Languages in which this notice is officially available: French

Notice publication number: 426159-2026

OJ S issue number: 118/2026

Publication date: 22/06/2026